

Les actions collectives



Joe-Kodzo Homezo
Genève, 4 mai 2005

La sémantique de l'expression « actions collectives » désigne les activités que des individus et des groupes mènent de concert, pour faire appel (cri et opposition) d'une décision dans une cause, dénoncer des pratiques considérées injustes et se positionner comme des interlocuteurs des pouvoirs publics. Les Sit-in, les manifestations de rue et les actions directes visant des personnalités et des édifices publics que les militants associatifs entreprennent, sont considérés comme actes subversifs et sont réprimés par les institutions régulièrement établies. Cependant, au-delà de la criminalisation dont ils font l'objet, ces faits et gestes sont également des langages que les minorités nationales, les masses populaires et les marginaux de la société riche adressent pour se faire souvent entendre. En général, les groupes dominés (colonisés, migrants, paysans, etc.) veulent en découdre avec l'arrogance les classes possédantes¹, y compris par l'usage de l'indocilité. Mais ils se mobilisent rarement seuls, tant ils sont soutenus par maintes bonnes volontés. Celles-ci ressortissent bien souvent du milieu des fortunés de la société.

Quelles sont les conditions de possibilité des actions collectives ? Par quels mécanismes les intérêts personnels s'agrègent-ils pour devenir le terreau de la contestation collective légitime ? Comment et dans quelles mesures la contestation politique et la mobilisation de la société civile favorisent-elles la poursuite de la démocratisation durable ? Les limites de cet exposé ne permettent pas de répondre à toutes ces questions de manière exhaustive. J'évoquerai les expressions "*sociétés civiles*" et "*mouvements sociaux*" - deux terminologies courantes dans les milieux associatifs et je caractériserai, à partir de là, quelques trajectoires de l'activisme militant. Ce faisant, je me laisserai guider par la question de savoir comment des individus parviennent-ils à agir au nom du bien collectif, tout en poursuivant leurs intérêts propres ?

Les raisons pour lesquelles les gens se mobilisent sont diverses. En général, nombre de catégories sociales accusent l'Etat de faillir à la redistribution équitable des ressources et de perdre délibérément de vue les aspirations légitimes des petites gens à la liberté d'expression et à la démocratie. Pour soutenir leurs revendications, des acteurs individuels et des groupes se constituent en collectifs de « forces vives » et tentent de défier l'institution publique par des actions directes de démonstration momentanée, épisodique ou durable. L'action collective revêt plusieurs aspects : elle est revendicative, dès lors qu'elle permet de faire entendre l'objet d'ordre économique, identitaire ou politique à l'origine de la contestation. L'action collective se transforme en outre en mouvement social, quand les initiateurs entretiennent des réseaux informels et créent des structures formelles leur permettant de poursuivre des objectifs collectifs en toute légalité. L'action

¹ « On the whole, the state was seen as an apparatus which facilitated the extraction of surplus... by either military, the elite, or both, often with support from transnational economic and political interests », note Contreras Antonio, « *Rethinking Participatory and Empowerment in the Uplands* », in *Forest Policy and Politics in the Philippines. The Dynamics of Participatory Conservation*, (by Utting Peter), UNRISD, 2000, Geneva, p. 149.



Research Unit of Common Pool Alternative
Unité de Recherche Alternative des Communs

Rue de Lausanne 59 - 1202 Genève — Tél. 022-7317120
www.africacommons.org — info@africacommons.org

collective prend enfin la forme de factionalisme, lorsque des leaders utilisent des moyens de pression médiatique, le chantage électoral, la dissidence armée, etc. pour obtenir, sinon le partage, du moins la reconnaissance du pouvoir.

1.- Les intentionnalités de l'action collective

Pour mener à bien l'agir-collectif, les individus et les catégories sociales qui ne sont pas favorisés par les rapports de pouvoir dans la société, se coalisent autour de leaders charismatiques et développent des réponses pratiques. En 1955-56, le pasteur Martin Luther King anime des mouvements de boycott des bus scolaires réservés aux enfants Noirs à Montgomery (Alabama). Le 1^{er} février 1960, « un groupe de jeune Noirs d'un collège local réalise le premier sit-in. Ils s'assoient dans la partie réservées aux Blancs d'une cafétéria de Greensboro (Caroline du Nord) et refusent de partir aussi longtemps qu'ils n'auront pas été servis » (Eric Neveu, 2005 :14/ Doug McAdam : 1982). Le mouvement fait tâche d'huile. La contestation passive devient un facteur de prise de conscience de plus en plus généralisée de la situation de racisme. Les individus et les petites associations des Noirs états-uniens se mobilisent et sortent de la clandestinité pour agir contre le racisme et la discrimination. La suite est connue : la revendication de l'égalité raciale aux USA.

Dans l'enceinte du Lycée de Jena, en Louisiane, se trouvait un arbre blanc, ainsi dénommé parce que seuls les lycéens de couleur blanche avaient l'habitude de s'asseoir sous son ombrage. En septembre 2006, un étudiant noir décida de défier cette tradition. Le lendemain, trois cordes de pendu sont accrochées à l'arbre, en signe de menace. Une bagarre dégénère et six lycéens noirs sont traduits en justice. Aucun élève blanc n'est inquiété, même pas celui qui avait brandi un fusil en signe de menace. L'affaire se corse davantage et le 20 septembre 2006, des protestations sont déclenchées, jusqu'à l'ordonnance faite de couper l'arbre litigieux. Cette situation rappelle un jour de 1992, où l'acquiescement par les juges de Los Angeles, des policiers qui ont tabassé l'automobiliste Noir, Rodney King, provoqua une vaste émeute dans les quartiers noirs de la ville. L'émeute obligea les officiels à rouvrir le dossier, à ordonner la tenue d'un nouveau procès au cours duquel les membres de la *Los Angeles Police Department* seront sanctionnés, pour zèle et racisme.

Les actions collectives sont particulièrement reconnaissables aux répertoires d'action émis par leurs entrepreneurs. On appelle répertoires d'action, les moyens et les stratégies de la revanche. Au Togo, les ruraux ont initié et adopté entre 1990-1992, une gamme très variée de répertoires d'action, ayant à leur actif des marches silencieuses, des sit-in et diverses démonstrations de force, comme la mise à sac des postes de surveillance, la bastonnade des agents forestiers trop zélés et la fermeture des routes avec des barricades constituées avec des troncs d'arbre prélevés lors des coupes anarchiques des ligneux. Souvent les dissidents déclenchent la contestation de l'ordre politique existant, en pratiquant des expériences qui ont fait leurs preuves ailleurs.

L'action dépend en outre des catégories de personnes mobilisées. Les universitaires ont tendance à se regrouper dans des amphithéâtres et à développer des joutes oratoires prononcées. D'autres construiront les arsenaux de la revendication *online*, par des publications sur le web. Les paysans

distribuent des fruits ou passent directement à l'acte d'arrachage de produits transgéniques ou démontage des installations de leurs rivaux. Les syndicats sont plus prompts à organiser des caravanes de protestations sur des chars lors des fastes du 1^{er} mai par exemple et à défiler sous des drapeaux avec des mots d'ordre. Les jeunes des cités choisiront de brûler des pneus, d'ériger des barrages routiers et de tracer des graffitis. Les actions diverses de contestation sont l'œuvre soit de particuliers ou d'organisations. Dès lors essayons de cerner les structures de la dissidence. Nous parlerons des collectifs, des structures de la mobilisation contre les pouvoirs publics.

2.- Les sociétés civiles et les mouvements sociaux

On appelle sociétés civiles (SCs), des catégories sociales qui se définissent elles-mêmes comme organisations de la base à caractère philanthropique ou non-gouvernemental et qui poursuivent la justice et l'équité sociale, une meilleure redistribution du revenu national et un «autre développement» : « Civil society is the arena where citizens voluntarily assemble independently from, and at times in opposition to, the state apparatus to capitalize on their relative power to articulate demands and policy initiatives from governing institutions »². Comme toute institution, l'État est un appareil de conservation du pouvoir au profit d'une minorité de gens. Mais, à l'opposé de l'institution étatique, les SCs se définissent comme des organisations cherchant à exercer des pressions diverses pour que l'autorité publique engage des réformes en faveur de la justice, de l'équité sociale et des droits humains. Les mouvements sociaux (MSs) désignent, quant à eux, la palette des réactions et comportements souvent réfractaires des masses mobilisées pour passer à l'acte direct, dans le but d'en découdre avec des autorités ou, à défaut, dénoncer publiquement la logique du système en place. SCs et MSs apparaissent être des expressions généralement utilisées avec des connotations de prescription.

Bien que l'histoire théorique des MSs soit plus récente que celle de SCs, Cohen et Arato recommandent d'employer l'un et l'autre concept en termes relationnels et complémentaires : « It's our thesis that social movements constitute the dynamic element in process that might realize the positive potentials of modern civil societies »³. Je retiens également comme intéressante une telle instruction, dans la mesure où les SCs sont visibles par les MSs qu'ils entreprennent. En évoquant les SCs, nous aurons constamment à l'esprit les divers champs d'action des MSs. La littérature spécialisée foisonne de concepts par lesquels les théoriciens tentent de caractériser les actions collectives. Je ferai une relecture de Charles Tilly et de Sidney Tarrow.

Tilly analyse les paradigmes de la mobilisation des ressources⁴ par sa théorie des « répertoires d'action ». Cette expression désigne les moyens, les arsenaux ainsi que les méthodes dont les entrepreneurs d'action collective se

² Pumar Enrique, Structures of opportunities, Emerging Civil Society and Transition : The Work of Human Rights Organizations, p. 72. « The Internal Opposition: An Assessment », *Cuba in Transition*, Volume 9, Washington: ASCE, 1999.

³ Arato, A, & Cohen, J, *Civil Society*, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 492.

⁴ Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA : Addison-Wesley Publishing Co, 1978.

servent pour identifier, contacter et recruter des adhérents, des sympathisants et des activistes. Elle se réfère également aux stratégies de contestation (démonstration de force, moyens de sonorisation, barrage de route, etc.) que les leaders empruntent à des pratiques expérimentées ailleurs. Les répertoires d'action participent enfin des méthodes de construction des réseaux et de consolidation des liens sociaux entre les membres d'une organisation⁵. Cependant, les activistes militants ne procèdent pas tous par des structures formelles. La plupart se basent sur des relations interpersonnelles, des coalitions des groupes intermédiaires, des sympathisants et des foules. C'est le cas de la marche de la fierté homosexuelle, en avril 1993, à Washington. La majorité des participants à cette marche se sont engagés pour diverses motivations, allant du simple plaisir à baigner dans une grande foule, jusqu'à l'acceptation des homosexuels et des personnes lesbiennes et le soutien de leur intégration dans l'armée. D'autres, en revanche, ont des motivations de solidarité avec les communautés Gay : connaissant ou fréquentant des clubs « homo » particuliers, ils découvrent à travers la Marche la dynamique de la communauté d'intérêt et les sociabilités « Gay ». Enfin, les organisateurs ont entraîné de grandes foules venues de toutes parts dans la capitale fédérale. Mais personne ne sait exactement quel est le nombre des Gays aux USA. Le mouvement en tant que tel n'est pas non plus une organisation, bien que pour parvenir à accomplir la « Marche », il fallut mettre sur pied un comité national, qui agit par des réseaux et à travers des entités disparates entretenant des sympathisants. Ainsi Mancur Olson a parfaitement raison d'écrire, dans *The Logic of Collective Action*, (1965), que la participation à l'action collective a une fonction agrégative.

Sidney Tarrow distingue, pour sa part, les mouvements sociaux des phénomènes de masse et des institutions politiques. Selon lui, les mouvements sociaux sont reconnaissables aux structures d'opportunité politiques (political opportunity structures). Il les caractérise par quatre propriétés empiriques : le défi collectif (Collective challenge) ou l'ensemble des actions fortes engagées pour mettre le pouvoir à l'épreuve ; l'affirmation d'un *idéal commun* (Common purpose) qui justifie les raisons de se liguer contre la défaillance des élites au pouvoir et, au besoin, de s'en prendre aux meneurs de la contestation ; *la solidarité* (Solidarity) qui est nécessaire lors de la traduction par des actes concrets des intérêts communs et enfin le *renforcement des interactions* (Sustained interaction) dans la durée⁶. Pumar s'exprime ainsi à propos des critères de Tarrow : « Collective challenges are the actions that are most common to social movements such as public manifestations against elites or ordained personal resistance. Common purposes are the common claims against opponents or authorities that band people together. Solidarity amounts to translating the recognition of common interests into collective action. Sustained collective actions are manifestations of political organization over time »⁷. Après cet Outlook conceptuel, je propose une brève énonciation à propos de la dynamique des mouvements sociaux.

5 Doug McAdam, « Specifying the Relationship between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, 1973, 78, 1360-1380.

6 Sidney Tarrow, « *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Politics* », New York : Cambridge University Press, 1994, pp. 3-6.

7 Pumar Enrique, *op. cit.*, p. 77.

3.- Les dynamiques d'actions collectives

Deux écoles théoriques, l'une de tradition libérale et l'autre d'obédience structuralo-marxiste/post-gramsciste se partagent la théorie dominante des actions collectives. La première, qui remonte au 18ème siècle, a comme principal objectif de soutenir les revendications du monde ouvrier et de promouvoir la subjectivité collective et la démocratie dans le cadre de l'économie de marché : collectifs d'ouvriers, syndicats de travailleurs, mouvements de gauche et sociétés civiles en sont les principaux acteurs historiquement connus. La seconde se définit, quant à elle, négativement en tant que mouvement contre-hégémonique de résistance au libéralisme et au capitalisme néo-libéral. Les protagonistes sont des États communistes, des organisations ou des individus agissant comme des *intellectuels collectifs*, suivant le sens donné à ce concept par Gramsci. Mais je ne traiterai que l'approche libérale des activistes militants.

La théorie des SCs et des MSs est généralement construite en référence au siècle des Lumières. Nombreux sont les chercheurs qui font remonter les actions collectives et les mouvements sociaux modernes à cette période. Une des marques distinctives de la révolution des Lumières réside, sans doute, dans la problématique de la subjectivité (ou de l'intersubjectivité). Celle-ci consiste à inscrire le sujet humain et ses intérêts au centre de toutes perspectives. Le siècle de la raison est considéré comme le fer de lance de la société du progrès, des libertés individuelles et de la justice sociale. L'*Aufklärung* est communément admis comme le moment de l'histoire où se substituent à la croyance le doute, à l'affirmation des devoirs la revendication des droits, à l'ordre et à la stabilité le bouleversement des principes et des ordres.

Sans renier l'influence du 18ème siècle sur la société et les siècles suivants, Achille Mbembe émet, toutefois, certaines réserves sur l'historiographie communément partagée qui attribue la genèse des SCs et des actions collectives aux Lumières. D'après Mbembe, l'idée de *société civile* est inséparable de l'héritage du Moyen Âge. Le médiéval est une époque particulièrement marquée par des privilèges en tout genre. La tentative de justification des pouvoirs trop souvent exorbitants est la plupart du temps à l'origine de nombreux affrontements directs. Pour contenir les facteurs de crise et limiter la multitude des centres de pouvoir qui minent la société, l'arbitrage des conflits impose de faire de telle sorte « ... que soient évitées des situations où chacun se met en position de faire la guerre et de lever l'impôt, de s'attribuer en propriété la puissance publique, d'exercer un rapport de domination fondée sur la pure loi de l'arbitraire »⁸. La civilité est une production sociale historique initiée à partir du Moyen Âge à des fins de régulation des rapports entre la force et le droit.

L'époque d'industrialisation connaît la mise en œuvre concrète de l'idée de société civile. C'est la période d'éclosion des formations des syndicats d'ouvriers des fabriques et des diverses corporations, qui font valoir leurs droits en demandant de meilleurs salaires et conditions de travail. Le leadership du mouvement ouvrier est alors exercé par des personnalités acquises à la doctrine socialiste d'un meilleur partage de la valeur ajoutée

⁸ Mbembe, A., *De la postcolonie, Essai sur l'imagination politique en Afrique*, Karthala, Paris, 2000, p. 60.

créée par le travail des ouvriers. À partir des années trente, les corporations ont pris des couleurs par trop tendancieuses avec des leaders à forte polarité nationaliste et fasciste. Durant la seconde Guerre mondiale, nombre de responsables syndicaux et les mouvements qu'ils dirigent ont embrassé les idéaux du National Socialisme d'Adolf Hitler, du Fascisme de Benito Mussolini ou du "Gaudillisme" de Francisco Franco.

Au lendemain de la guerre, ils sont soupçonnés de comportements anti-mouvements sociaux et déclarés hors-la loi. Malgré la remise sur pied de l'Internationale socialiste après 1948, la « disqualification » frappe également les syndicats ouvriers taxés de complaisance avec le Capital par leurs membres, qui leur reprochent de manquer de fermeté, surtout lors des négociations. Pour palier les lacunes qu'ils dénoncent, les nouveaux leaders préconisent des stratégies de lutte plus réalistes par la participation directe aux prises de décision. Ils déplacent le mouvement social dans le champ du politique et se définissent négativement par rapport au mouvement ouvrier historique avec désormais une identité nettement marquée à « gauche ». Apparemment, la présence de la gauche dite gestionnaire aux Affaires n'a guère changé la donne. Une nouvelle mutation voit le jour et chamboule le paysage politique et social, dès Mai 68. C'est le point de départ des « *Nouveaux mouvements sociaux* » (NMS) et des Organisations de la Société civile, reconnaissables entre autres, par le Mouvements des écologistes en France, le Parti des Verts en Allemagne et surtout The Helsinki Citizens Assembly (HCA). Cette dernière vise la recherche de solutions pacifiques aux conflits. Les mouvements sociaux poursuivent la promotion des ressources individuelles et collectives par des processus permettant aux particuliers et aux groupes de revendiquer leurs droits à la liberté, de se mobiliser pour la démocratie et d'assurer leurs propres destinées. Les sociétés civiles locales, nationales et internationales se démarquent de l'État et contribuent à la transformation des rapports de pouvoir qui se déplacent « de la communauté à la société » (F. Tönnies), de la solidarité mécanique à la solidarité organique (Durkheim), de la solidarité communale à l'association volontaire (Rossiaud).

Plusieurs exemples de mobilisation sont connus, entre autres, la lutte pour l'égalité sexuelle, « La Gay Pride », en tant que processus de lutte contre l'esprit de système. Nous tenterons de comprendre la mécanique ainsi que l'intelligence de la « Gay Pride Movement » aux États-Unis. La manifestation comme telle en faveur de la fierté homosexuelle est un indicateur pertinent de la nature et des enjeux de certaines actions collectives.

4.- The Gay Pride Movement

Les mouvements sociaux ne disposent pas tous des structures formelles. La plupart se basent sur des relations interpersonnelles, des coalitions des groupes intermédiaires, des sympathisants et des foules. C'est le cas de la marche de la fierté homosexuelle en avril 1993 à Washington. La majorité des participants à cette marche se sont engagés pour diverses motivations, allant du simple plaisir à baigner dans une grande foule, jusqu'à l'acceptation des homosexuels et des personnes lesbiennes et le soutien de leur intégration dans l'armée. D'autres, en revanche, ont des motivations de solidarité avec les communautés Gay : connaissant ou fréquentant des clubs « homo » particuliers, ils découvrent à travers la Marche la dynamique de la communauté

d'intérêt et les sociabilités « Gay ». Enfin, les organisateurs ont entraîné de grandes foules venues de toutes parts dans la capitale fédérale. Mais personne ne sait exactement quel est le nombre des Gays aux USA. Le mouvement en tant que tel n'est pas non plus une organisation, bien que pour parvenir à accomplir la « Marche », il fallut mettre sur pied un comité national, qui agit par des réseaux et à travers des entités disparates entretenant des sympathisants.

En résumé, la marche a favorisé l'expression occasionnelle de comportements exotiques, les organisateurs ayant finalement peu de contrôle sur les participants. Les initiateurs se sont en outre retrouvés confrontés à des problèmes d'organisation pratique, celle qui consiste à conduire ensemble des organisations, des associations et des individus d'un lieu à un autre, à un moment donné. Enfin, le rassemblement de multiples sections Gays présentes le même jour, dans la même ville, découvre au Comité national, aux volontaires et aux guides de la marche la difficulté que rencontre toute organisation de masse : gérer les fougues des participants, enregistrer leurs revendications, les convaincre du sens de la manifestation pour gagner leur adhésion. La difficulté éprouvée consiste à pouvoir persuader également les médias de masse dans la couverture des événements pour s'assurer que les revendications exprimées sont entendues par les autorités et les lobbys représentés dans l'*American Congress*. Ainsi le problème n'est pas tant de venir à bout des *free riders*, selon les termes de Olson, mais de coordonner, soutenir et donner sens à l'action collective qui, en définitive, est une œuvre sociale.

Afin de cerner l'intelligence des mouvements sociaux, nous interrogerons le passé récent des relations de pouvoir en Amérique du Sud. Nous traiterons de la mobilisation au nom de la foi chrétienne.

5.- La théologie de la libération

Un vaste mouvement socio-religieux, connu sous l'appellation de « Théologie de la libération »⁹, s'est développé vers la fin des années soixante en Amérique latine. Le mouvement se veut être une réponse chrétienne face à l'impasse des politiques économiques d'inspiration libérale conduites, entre autres, par les gouvernements populistes et les dictatures militaires qui sont intervenus dans les années 1950-1960 (Peron en Argentine, Vargas au Brésil et Cardena au Mexique, etc.)¹⁰. Ces politiques bénéficient aux bourgeoisies nationales et urbaines et poussent d'immenses paysanneries dans la marginalité ou la "favelisation". Les plans, programmes et projets engagés sous prétexte d'améliorer les conditions sociales en général, chaperonnent des pratiques réformistes, bureaucratiques et paternalistes au lieu de promouvoir le changement. Ils aggravent pratiquement la situation économique des pays

⁹ Boff, Clodovis, *Théorie et pratique. La méthode de la théologie de la libération*, Paris, Cerf, Cogitatio Fidei, 1990. Cf. Boff, Leonardo & Clodovis, *Qu'est-ce que la théologie de la libération?*, Paris, Cerf, Cogitatio Fidei, 1987. Gutierrez, Gustavo, *Théologies de la libération, perspectives*, Bruxelles, Lumen vitae, 1974. *La libération par la foi. Boire...son propre puits, ou l'itinéraire spirituel d'un peuple*, Paris, Cerf, 1985.

¹⁰ Galeano Eduardo, *Las venas abiertas de America latina*, mult. Édition, 1984.

devenus tous des débiteurs insolubles marqués par l'arrogance des puissants et l'exercice de violences effroyables.

L'Amérique du Sud est en effet un monde de situations d'extrêmes contrastes reconnaissables par les fossés considérables entre les riches et les pauvres, ainsi que par la misère du plus grand nombre de gens compressés vers les périphéries des centres urbains et entassés dans les favelas et les latifundias. Ceux qui détiennent le pouvoir de l'État ne servent pas toujours la justice, mais les intérêts des firmes transnationales et les leurs propres. Plus ces pays intègrent les institutions financières internationales, moins ils sont en mesure de se développer. Le contexte social est partout en effervescence et suscite de fortes mobilisations populaires en faveur des transformations des structures socio-économiques et des réformes foncières. Partout, la mode est de renverser le pouvoir en place et d'instaurer des régimes d'inspiration socialiste. La déconfiture généralisée préoccupe des croyants qui, à la lumière de la foi, tentent de comprendre et d'expliquer la sempiternelle dépendance, l'exploitation et la marginalisation de plus en plus accrues. Ils produisent des discours de méthode de changement en s'inspirant de l'Évangile de Jésus-Christ qu'ils considèrent comme message de liberté et force de libération¹¹. Pour assumer le changement, les latino-américains s'organisent en Communautés ecclésiales de base (C.E.B.). Y participent de nombreux fidèles : laïcs, prêtres, théologiens et évêques. Des personnalités de renom s'y impliquent directement, Mgr Oscar Romero, Don Elder Camara...

La théologie de la libération est initiée en tant que mouvement socio-religieux, non pas dans les hautes sphères des églises constituées, mais à partir du terrain, de l'expérience vécue, du cri et de la douleur exprimés des pauvres¹². Son but est d'actualiser le potentiel mobilisateur de la foi, de manifester de façon existentielle la pertinence sociale du christianisme et d'initier la renaissance de la foi chrétienne comme mouvement social historique. D'après cette théologie, l'annonce du Christ comme *mysterium salutis* n'aurait aucun rapport avec la vie réelle des humiliés et des pauvres sans une interrogation critique sérieuse sur l'articulation foi et développement.

Au fil des ans, le mouvement gagne du terrain à force d'inscrire la praxis libératrice au cœur du projet de pensée de la foi. Théologiser devient un acte communautaire par lequel les pauvres se constituent historiquement Peuple de Dieu. Se référant à l'Ancien testament, les théologiens affirment que les douze tribus d'Israël sont restées des masses asservies sous Pharaon en Egypte, jusqu'au moment où Moïse (1250 av. J-C) organisa leur libération (cf. Exode 3). Ainsi les paysans sans terre, les ouvriers sans logis employés sur les chantiers d'immeubles d'habitation et les travailleurs mal rémunérés des ranches et des administrations publiques doivent se constituer en église du peuple des pauvres pour assumer le changement de leur situation¹³. Le concept de peuple est une catégorie historique qui s'oppose de manière dialectique à celle de masse. Mais qui sont ces pauvres de Dieu et comment agir en leur faveur?

La théologie de la libération les identifie à partir de l'exégèse du Nouveau testament. Pour Jésus, les pauvres sont les pécheurs, les publicains, les prostituées (Mc.2,6. Mt.11,19; 21,32. Lc.15,1). Le sont aussi les simples

¹¹ Pixley, Jorge & Boff Clodovis, *Les pauvres. Choix prioritaire*, Paris, Cerf, 1990.

¹² Sobrino, Jon, *Jésus en Amérique latine*, Cerf, Cogitatio fidei, Paris, 1986.

¹³ Blaser, Klauspeter, *Le conflit Nord-Sud en théologie*, Lausanne, Soc, 1990.

(Mt.11,25), les petits (Mc.9,2; Mt.10,42; 18,10,14), les plus petits (Mt.25,40,54), ceux qui exercent des professions méprisées (Mt.21,31; Lc.18,11). Les pauvres apparaissent sous les figures des personnes diffamées et jouissant de peu d'estime et de réputation, les personnes peu cultivées et ignorantes, suivant la conception de l'époque. Pauvres enfin sont ceux qui se trouvent dans le besoin, les affamés, les assoiffés, ceux qui sont nus, les étrangers, les malades et les prisonniers. Bref, ceux qui pleurent et sont accablés sous le poids de l'existence. Les pauvres sont les dépossédés de leur terre, les exclus privés de reconnaissance sociale (lépreux, samaritains, syro-phéniciens et même Simon le pharisien ou le riche Zachée).

L'originalité de la théologie latino-américaine est l'"option préférentielle pour les pauvres". La praxis de la libération privilégie la relation et critique le substantialisme de la théologie scolastique qu'elle juge spéculative, individualiste et alliée au système capitaliste. L'action libératrice consiste à promouvoir de véritables éducations des consciences des fidèles à travers des groupes spécialisés : Jeunesse universitaires chrétienne, J.U.C. (Université) ; Jeunesse ouvrière chrétienne, J.O.C. (ouvrier) ; Jeunesse agricole chrétienne, J.A.C. (paysan) ; le Mouvement d'éducation de base, (M.E.B.) et les Communautés Ecclésiales de Base (C.E.B.). Un véritable esprit critique se développe, mettant en phase le référent social et le référent biblique. Car on ne saurait rien transformer à force de belles déclarations ou par simple bonne volonté. L'important, c'est l'orthopraxie et non l'orthodoxie. Les réflexions s'engagent dans un contexte de dialogue entre l'Eglise et la société en ébullition, entre la foi chrétienne et un désir ardent de transformation et de liberté à partir des classes populaires. Se développe en outre la critique de l'ecclésiologie de type sociétaire. L'action de changement se mène à partir de trois médiations ou instruments socio-analytiques, herméneutiques et pratiques.

La médiation socio-analytique. Axée sur la réalité historique, cette approche questionne la nature de l'oppression et ses causes. L'oppression est en effet socio-économique; elle est structurelle. Enfants, jeunes, indigènes, paysans, ouvriers, sous-employés, chômeurs, marginaux, vieillards, tels sont les nombreux visages de l'oppression. A ce sujet, les théologiens proposent trois réponses alternatives. D'un point de vue empirique, il y a le fameux « sentimentalisme », qui va de l'aumône individuelle aux campagnes les plus diverses de secours pour les pauvres, considérés ici comme de simples "malheureux". Du point de vue fonctionnaliste, la pauvreté est expliquée comme un retard économique et social. Il y a enfin une explication dialectique qui découvre la pauvreté comme oppression : c'est le drame de la suprématie du capital sur le travail. Ainsi le pauvre n'est pas uniquement un être de besoin et un producteur. Il n'est pas seulement un opprimé social et un agent historique. Il est tout cela et plus encore: il est l'image de Dieu défigurée, serviteur souffrant et rejeté. Une fois comprise la situation réelle de l'opprimé, le théologien se tourne vers la révélation biblique pour l'interprétation.

La médiation herméneutique. L'herméneutique libératrice interprète la totalité des Ecritures à partir de la vision des opprimés. Cette herméneutique est "épocale", s'adapte aux réalités du moment ; elle lit la Bible comme un livre de vie dans le but de saisir le sens actuel pour les pauvres. Il s'agit de vivre aujourd'hui le sens biblique de la sortie d'Egypte. Toutefois, l'herméneutique se montre critique vis-à-vis de la tradition officielle de l'Église

en prenant note de ses limites ; elle rejette l'élitisme de la scolastique, tout en étant réceptive de la théologie patristique, de la vie de nombreux saints et de la contribution des mouvements réformistes du Moyen Âge en faveur des pauvres.

La médiation pratique. La théologie développe sur un mode créatif les contenus libérateurs de la foi. Ceci afin d'aider l'Église à remplir sa mission d'évangélisation libératrice dans l'histoire. Elle se découvre trois niveaux d'action : pastorale, professionnelle et populaire. En tant que *cogitatio fidei*, la théologie de la libération puise dans la Révélation, la tradition de l'Église et la réalité du temps. Elle affirme que pour être des témoins crédibles de Dieu, les chrétiens doivent être « peuple », c'est-à-dire former des communautés vivantes capables de former leur conscience, de projeter leur cheminement et de s'organiser pour l'action. Quand ce peuple, par la foi, entre dans l'Église, il se réalise comme peuple "historique" de Dieu. Une Église née ainsi de la foi du peuple peut véritablement se présenter comme sacrement (signe et réalité) de la libération intégrale. Les célébrations de l'eucharistie, les manifestations populaires et les ritualisations de la vie sacramentelle expriment symboliquement la libération eschatologique déjà vécue par le peuple de Dieu. Être peuple, c'est se sentir solidaire d'autres hommes engagés dans un processus de libération, notamment par les revendications foncières, les dénonciations de la corruption et les processions de prière allant jusqu'à implanter des croix géantes devant les habitations de puissants contrôlés positifs à l'oppression du peuple.

Mais le Mouvement devient préoccupant, notamment lorsque quatre prêtres occupent des postes de ministre au gouvernement Sandiniste de Daniel Ortega (Nicaragua), quand par leurs publications des théologiens semblent remettre en question l'autorité de l'Église de Rome¹⁴. À Rome, Mgr Joseph Ratzinger, alors préfet du dicastère de la congrégation pour la foi, accuse ses anciens étudiants à l'Université de Munich de déviation et les cite à comparaître entre 1984 et 1986. La Théologie de la libération est prise à partie et considérée comme une théologie de gauche qui utiliserait des outils de sociologie de type marxiste¹⁵. L'acharnement du Vatican, notamment du Pape Jean-Paul II a eu raison de "ces penseurs périphériques" dont la plupart (L. Boff) ont quitté le sacerdoce ministériel. Outre la foi révélée, l'Amérique du Sud est le théâtre des actions collectives d'inspiration marxiste qui tentent de contrarier l'hégémonie capitaliste. Ces mouvements se démarquent des institutions étatiques dont ils bouleversent le fonctionnement à travers des guérillas (ex-mouvement sandiniste au Nicaragua), des partitions territoriales (actuellement les Forces armées révolutionnaires de Colombie) ou des prises d'otages sporadiques (Sentier Lumineux au Pérou). Le paragraphe suivant est entièrement consacré à cette réalité des faits.

¹⁴ Ratzinger, Joseph (Cardinal), *Instruction sur la liberté, chrétienne et la libération*, Paris, Cerf, 1986.

¹⁵ Cité du Vatican, "Théologie de la libération, mise en garde de Rome", in *Actualité religieuse*, du 15.9.84, pp. 9-14. Cf. Pons, P. "Théologie de la libération: le Père Boff s'explique", *Le Monde*, du 13.9.84, pp. 1-2.

6.- Nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine

En Amérique du Sud et dans nombre de pays en développement, les agences internationales de lutte contre la pauvreté et la faim ont abandonné l'idée de réforme agraire et soutenu la propriété privée et la location des terres depuis les années quatre-vingt. En encourageant les mécanismes du marché, la F.A.O. (Fonds d'aide pour l'agriculture), l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), le F.I.D.A (Fonds international du développement agricole), ainsi que la B.M. (Banque Mondiale) et le F.M.I. (Fonds monétaire international) semblent manifester leur nette préférence pour les nantis (généralistes de l'armée, parlementaires, puissants de l'agro-business, etc). Les critères d'allocation formelle des crédits, d'accès à l'information foncière et d'acquisition des subventions ne tiennent pas compte de la réalité des pauvres paysans, des exploitants agricoles sans terre et des ouvriers saisonniers mal rémunérés. « In both cases evidence suggests how, instead of benefiting small producers, market-assisted land reform has generally served to tighten the hold of powerful landowners and commercial enterprises backed by government, and ironically has helped them gain access to even more land through market mechanisms »¹⁶. Les structures libérales aggravent la situation des indigènes et autres laissés-pour-compte.

La situation de blocage économique et social a favorisé l'éclosion d'organisations de la société civile de plus en plus réfractaires aux mécanismes du marché et au concept de la Bonne gouvernance. Concrètement, il s'agit de Nouveaux mouvements sociaux (NMS) se réclamant de la base et dont la tendance est post-marxiste ou gramsciste. Leur pathétique est le rejet sans autres de toute profession de foi unique dans les instruments du marché et la réclamation d'un autre développement. Ainsi l'Alianza Democrática de Campesinos (ADC) au Salvador, la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) ou le très célèbre Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra¹⁷ (MST) au Brésil se sont constitués en organisations très puissantes de la base pour contrarier les gouvernements par des pressions fortes (sit-in, occupation des terres, et stratégies de résistance de riverains, etc.) visant de profondes réformes. Au Mexique, le mouvement Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN) devient le protagoniste des revendications des peuples autochtones autour des enjeux de la terre et de la lutte contre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et l'hégémonie néolibérale d'inspiration nord-américaine¹⁸. Pour réhabiliter les droits des populations indigènes, EZLN - nouveau mouvement social à base paysanne - est entré en confrontation directe avec l'État mexicain par une guérilla armée sous la direction de *l'intellectuel organique*, le Sous-commandant Marcos.

Les NMS suivent des trajectoires variées. Leurs points de départ remontent, pour la plupart, à l'Amérique centrale et dans les Andes. Les actions collectives sont motivées par la poursuite des droits identitaires

¹⁶ Ghimire, K, *Land Reform & Peasant Livelihoods*, UNRISD, Geneva, 2001, p. 5.

¹⁷ Mouvement des paysans sans terre.

¹⁸ Sous-commandant Marcos, « La quatrième Guerre mondiale a commencé », août, 1997, in *Le monde-diplomatique*, Cf. « Sept ans de Zapatisme », in <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/03/A/15002>

nationaux ou ethniques. Veltmeyer¹⁹ y reconnaît l'origine du CONAIE, de l'ECUARUNARI (Confederación de los pueblos de la nacionalidad Quichua) ou du CONFENAIE (Confederación de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía). La Frente Sandinista de la liberación Nacional (FSNL) se justifie de lancer la *Contra* à l'assaut de la dictature de Somoza pour recouvrer l'identité nationale nicaraguayenne.

Les NMS savent également changer leurs répertoires pour manipuler les opportunités. Pour devenir les destinataires des programmes gouvernementaux, les Indiens du Mexique ne s'embarrassent guère de se présenter eux mêmes comme paysans. Lorsque la formule ne fait plus recettes, ils abandonnent l'identification à la paysannerie et embrassent les valeurs du Chiapas au moment de la lutte révolutionnaire de EZLN contre le pouvoir de Mexico et le NAFTA²⁰. Pour assurer la légitimité de leurs organisations, nombre de leaders des NMS invoquent la filiation spirituelle d'activistes héroïques : Zapata pour le EZLN, alors que le sous-Commandant Marcos est perçu comme l'ultime héritier de Che Guevara ; le FSLN se réclame de Sandino, Tupac-Amaru pour les activistes tristement célèbres de Sendero Lumineso²¹ et Tupac Amaru²². Les NMS déclarent vouloir actualiser les hauts faits de leurs figures emblématiques : les Fuerzas Armados Revolucionarios de Colombia (FARC) justifient la guerre civile et la guérilla séparatiste au nom du droit des paysans à la terre et de la lutte contre la violence de l'Etat. Le 7 août 2002, l'investiture de M. Uribe, le nouveau Président élu de Colombie, était en cours lorsque trois roquettes et une bonbonne de gaz piégée ont explosé à proximité, tuant 15 civils dont 3 enfants et une vingtaine de blessés. L'attentat est attribué au FARC, qui s'acharne depuis des décennies contre le pouvoir Central au moyen de la guérilla armée²³.

Par leur genèse et la dynamique de leurs actions, les NMS participent de la recherche de transformation de la société ainsi que d'un autre développement. En général, l'activisme dans le milieu rural s'oriente vers la dénonciation des régimes en place et la critique des instruments du marché. Les activistes des NMS savent inventer des stratégies de mobilisation pour résister à l'échelle locale, nationale ou régionale. In fine, les NMS de gauche ne semblent pas disposer des moyens de mettre en œuvre leurs théories révolutionnaires qui, au demeurant, restent contestataires. Malgré la

¹⁹ Veltmeyer, H., « *Civil Society and Social Movements : the Dynamics of Inter-sectoral Alliances and Urban-Rural Linkages*, UNRISD Commissioned Thematic Paper (2001) unpublished.

²⁰ Nord-American Free Trade Agreement.

²¹ Le Sentier Lumineux est d'inspiration maoïste, né sur le terreau des oubliés de la réforme agraire de 1969, notamment des étudiants diplômés devenus paysans par suite de discriminations. La guérilla péruvienne pratique la « guerre populaire » par les intimidations, le chantage et les assassinats. Elle encercle les villes et refuse toute négociation avec les forces politiques et les masses. Son chef, Abimael Guzman, est capturé en 1992. cf. <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/sentierlumineux>

²² Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) prônant un socialisme autogestionnaire. Il est constitué par un mouvement de la gauche révolutionnaire et un parti socialiste révolutionnaire marxiste-léniniste. Le mouvement s'est illustré par la spectaculaire prise d'otage des participants à un banquet dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima (décembre 1996-avril 1997) et dont le dénouement tragique s'est soldé par la mort des 14 guérilleros ayant participé à l'opération.

²³ http://www.lemonde.fr/recherche_resultats/1,9687,,00.html

pertinence de leurs critiques, les NMS de droite non plus ne sont en mesure de suggérer des alternatives crédibles à l'économie libérale : aussi demandent-ils des mesures sociales, correctives et humanitaires.

Les SCs aspirent à jouer un rôle mobilisateur en faveur de la construction d'un État de droit démocratique. Leurs actions s'intègrent à la fin des grands Discours (dogmatisme, holisme et vérité-ciel, selon Foucault) et à la postmodernité (critique de l'ordre méta-social, subjectivité et historicité).

7.- Quels mouvements sociaux en Afrique ?

Les sociétés concessionnaires et les fées de la coloniale ont créé des sphères conventionnelles locales, régionales et nationales en Afrique noire au XIX^e siècle. Les structures de commodité induites *ad intra*, par la raison du plus fort, supplantent les sociabilités autochtones, tant elles sont par trop souvent aux prises avec l'organisation et la finalité des biens d'intérêt collectif. Les institutionnalisations promues par les colonisateurs sont des procès acculturatifs qui instaurent des sociétés à géométrie variable.

La naissance de l'économie capitaliste au XVI^e siècle propulse des natifs occidentaux à chercher leur bonheur en Afrique noire. Avant 1850, environ 15% seulement des côtes africaines sont touchées par la présence européenne. Toutefois, au fil des ans, nombre de squatters itinérants se comportent en fervents prosélytes et manifestent leur engouement prononcé pour la prise des utilités. L'infiltration des pays côtiers se transforme bien vite en pénétration du Hinterland, puis en invasion. De 1880 à 1950, en passant par l'entre-deux-guerres, 80% des terres et des terroirs des ethnies locales sont occupés. L'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Grande Bretagne, la France et l'Allemagne entreprennent leur découpage de l'Afrique subsaharienne en territoires coloniaux et y érigent des pouvoirs ordinaires. Les structurations de l'espace local en sphères publiques ne permettent guère de consolider les groupes en présence. Elles favorisent davantage les mécaniques de la subordination. Aussi le problème majeur de l'Afrique contemporaine au sud du Sahara est-il sans doute le déficit de la construction d'espaces publics viables. Les occupants sont particulièrement violents. Ils recourent à divers moyens humiliants et dégradants pour venir à bout des populations assiégées : rafles nocturnes, expéditions punitives et incendies de marchés... sont leurs pratiques courantes, lesquelles entament la personnalité et le génie des autochtones assujettis.

L'année 1960 marque le printemps d'Afrique ! La plupart pays soumis accèdent à l'indépendance. Les États nouvellement affranchis professent l'intangibilité des frontières coloniales et créent l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Chaque entité stato-nationale clame la territorialité, la souveraineté et la légitimité. Les officiels revendiquent la mise en œuvre du développement. D'autorité, ils engagent leurs restructurations sans vraiment apporter de réponses concrètes et immédiates aux problèmes des communautés. Les formalisations qu'ils annoncent sont plus apparentes que réelles. Les mesures et les actions initiées sont également sans commune mesure avec les représentations autochtones du bien commun et du bien vivre ensemble. C'est le cas des structures bilatérales et multilatérales et des institutions à caractère continental (Union africaine) et régional (CEDEAO, UMOA, UDEAC, SADEC, etc.) qui n'intègrent pas les préoccupations du plus

grand nombre de gens. Les sphères officiellement promues apparaissent comme des mondes à part. Les destinataires ne se reconnaissent pas dans les interventions gouvernementales qu'ils décrivent comme des lieux où l'on bafoue les us et coutumes et où l'on brade le patrimoine à tout point de vue.

Manifestement, les africains sub-sahariens vivent dans des sociétés duales où stratégies modernistes et structures autochtones s'excluent réciproquement ou se croisent sans vraiment se rencontrer. Après quatre décennies d'indépendance, la physionomie matérielle et spirituelle de l'Afrique noire se caractérise par des guerres des factions armées (Burundi, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, etc.), le recul de la démocratie (Togo, Burkina Faso, Zimbabwe, etc.) et l'implosion généralisée des structures de santé, d'éducation et de transport. Les sociétés locales sont également marquées par des rivalités foncières et de récurrentes disputes de parcelles d'autorité. Enfin la régression du niveau social est de partout visible d'un pays à l'autre. Le besoin est donc urgent d'envisager un autre mode de construction de la sphère publique qui permette de poursuivre sans opposer le bien des communautés et des particuliers et éviter les menaces d'implosion sociale. La situation du Togo nous appelle à nous solidariser avec les populations qui aspirent de toutes leurs forces à construire des communs durables et viables pour un plus grand nombre de gens.

Au début des années quatre-vingts, la plupart des pays en développement ont déjà bradé des pans entiers de leur souveraineté. Les États se sont distingués par des contre-performances économiques²⁴. Face à la déconfiture généralisée de leurs économies²⁵, les pays en cause ont internalisé les programmes d'ajustement structurels (PAS) des institutions de Bretton Woods — la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). En Afrique, les mesures libérales ont exacerbé le malaise social. Ainsi à l'orée des années quatre-vingt-dix, plusieurs « forces vives » qui se prénomment elles-mêmes sociétés civiles²⁶, font montre de leurs capacités de revanche contre les politiques gouvernementales et s'organisent pour s'affranchir de la tutelle du parti unique et de « l'émasculatation de l'État »²⁷. En prenant leurs distances vis-à-vis de la société politique²⁸, des acteurs locaux contournent l'État, manifestent le politique de manière directe par des initiatives

²⁴ La dette publique des États a particulièrement explosé, passant de 60 milliards de dollar en 1980 à 206 milliards en l'an 2000. L'encours de la dette est de 229 milliards de dollar en 2005.

²⁵ Jean-David Naudet, *Trouver des problèmes aux solutions : Vingt ans d'aide au Sahel*, Éd. OCDE-Club du Sahel, 1999.

²⁶ Otayek René, « "Vu d'Afrique". Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.9, n°2, 2002, pp.193-212. Sur la critique du concept de société civile, cf. Chabal P., « Political Domination in Africa. Reflections on the Limits of Power », Cambridge University Press, 1986. Cf. Thiriot Céline, "Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali", in *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.9, n°2, 2002, pp. 277-295.

²⁷ Roniger L., et Günnes-Ayata A., (Eds.), *Democracy, Clientelism and Civil Society*, Boulder-London, Lynne Rienner Publishers, 1994, p.1. cf. également, René Otayek, "La difficile démocratisation des systèmes politiques africains", in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1992, pp. 116-121. cf. Diamond, L., "Rethinking Civil Society", *Journal of Democracy*, V(3), 1994, pp. 5-17.

²⁸ Otayek René, « "Vu d'Afrique". Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.9, n°2, 2002, p. 200.

multiplexes dans le secteur informel, la dérision politique²⁹ et dans la mise en gestation de spatialités publiques plurielles « d'expression, de discussion, de critique »³⁰. Les forces vives qui s'organisent ainsi parallèlement à l'État, émettent des énoncés discursifs contestataires, des répertoires anti-démocratiques et des actions indociles³¹ (Sit-in, passage à l'action directe, destruction de biens publics, etc.), pour en découdre avec les pouvoirs en place. La production et la profusion des spatialités politiques parallèles induisent de nouvelles configurations du territoire national dont elles affectent les relations de pouvoir.

Les conflits interpersonnels enregistrés sur le continent africain et les impasses du développement signifie que ce continent a des problèmes d'identification et de méthode d'implémentations des communs. Les sociétés considèrent la terre, la faune sauvage et les cours d'eau comme des biens communs, dans la mesure où ils constituent le patrimoine collectif. On désigne les biens collectifs naturels par l'expression "Common Pool Resource" (CPR). « A public good is one which, if available for anyone, is available for everyone... Briefly, a common pool resource is a resource for which there are multiple owners (or a number of people who have rights to use the resource) and where one or a set of users can have adverse effects upon the interests of other users »³². C'est par la régulation que le bien collectif (CPR) devient un « régime de propriété collective », que l'on désigne par la sémantique de l'expression "Common Property Regimes" (CPRs). Il est toutefois une ambiguïté terminologique qui divise les économistes, les politologues et les juristes, à propos des CPR et des CPRs : « The term « Common Property Regimes » is used to refer to the legal regime in which a resource is utilized as common property, while the term « common pool resource » is used to describe a resource's exploitation as a common »³³. Bien que les communs désignent aussi bien l'organisation de la société, la recherche du bien vivre-ensemble, que la défense des valeurs de liberté, justice et solidarité, les États et les sociétés discordent sur les modes de régulation et de sociabilisation viables. Telle est la tragédie des communs en Afrique noire, pour parler comme Garrett Hardin³⁴.

²⁹ Toulabor Comi, "Jeux de mots, jeux de vilain. Lexique de la dérision politique au Togo", *Politique africaine*, n°3, septembre 1981, pp. 55-71. Lire aussi Toulabor C., *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, 1986, pp. 302-309. Enfin on consultera à toute fin utile: Bayart J.-F., Mbembe A. et Toulabor C., *Le politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

³⁰ Mounia Bennani Chraïbi, « Un espace public local en gestation : À propos d'associations de quartier de Casablanca », in *Présence musulmane dans la sphère publique* (par F. Dasseto), p. 1, manuscrit. Lire aussi Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier (dir.), *Résistance et protestation dans les sociétés musulmanes*, Presse de Sciences-Po, Paris, 2003.

³¹ Mbembe Achille, *Afriques Indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988. cf. Richard Banegas, "Mobilisations sociales et oppositions sous Kérékou", in *Politique Africaine*, n°59, pp. 24-44.

³² Baden John, « A Primer for the Management of Common Pool Resources », in Garrett Hardin and John Baden, *Managing the Commons*, Freeman and Company, 1977, USA, pp. 138-139.

³³ Bruce J. W., « African tenure models at the turn of the century: individual property models and common property models », in *Land Reform*, FAO, 2000. Cf.

<http://www.fao.org/DOCREP/X7069/x7069t03.htm>

³⁴ Hardin Garrett, "The Tragedy of the Commons", *Science*, Vol.162, N°3859, 1968.

J'ai élaboré ce dossier en sept points, pour servir de discussions parmi les personnes impliquées dans les dynamiques de changement social. Cela a permis d'avoir un regard un peu distancié vis-à-vis des urgences de l'action. Il me semble difficile de conclure, car les défis anciens semblent toujours actuels.

Remarque de conclusion

De ce qui précède, je retiens que la dynamique des Nouveaux mouvements sociaux est un processus de lutte contre l'esprit de système. En général, les associations et les organisations en lutte pour la liberté, les droits de l'homme et la sauvegarde de l'environnement, se constituent autour d'une équipe, d'un comité ou d'un directoire et évitent la lutte frontale avec les pouvoirs publics. Au départ, ces formations historiques sont régies par le concept de gouvernement. Toutefois, lorsque les entités en cause éprouvent le besoin de se mettre en public, elles prennent le risque de se laisser rencontrer par d'autres. Elles découvrent la différence des tiers. La légalité qui les fonde découvre également la légitimité, pour parler comme Annah Arendt. En effet la rencontre avec des acteurs étatiques et des partenaires associatifs ou organisationnels intervient toujours dans un contexte du *moi en présence de toi*, de nous en rapport avec les autres. La recherche de l'efficacité dans l'action indique le changement des règles en vigueur et l'adoption d'autres normes, qui facilitent les nouvelles formes de collaboration. Ainsi le terme de gouvernement fait place désormais au concept de gouvernance. Le comité cède sa place à la commission, pour un enrichissement mutuel.

Jürgen Habermas, connu comme le théoricien de l'espace public, n'a de cesse de rappeler que l'opinion publique (*die Öffentliche Meinung*) constitue le potentiel mobilisateur et le terreau de l'action collective. D'après Habermas, l'opinion publique se forme par un consensus³⁵; elle résulte de la transposition des *voluntas* en *ratio*, grâce l'usage public de la raison. Le Francfortois insiste dans "L'Espace public, 30 ans après"³⁶, tout comme dans son *Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*³⁷, que c'est un devoir du public vassalisé d'enclencher "un processus critique de communication publique"³⁸ comme moyen de "domestication démocratique du processus de colonisation des domaines du monde vécu par les impératifs systémiques"³⁹. Car la société civile soutenable est impensable avec les catégories de l'unanimisme et du secret.

35 Dans les sociétés modernes désenchantées, la légitimité s'acquiert par un consensus dégagé lors des échanges d'arguments dans la sphère publique. « Les fonctions d'intégration sociale et d'expression, d'abord remplies par la pratique rituelle, passent dans l'agir communicationnel : dès lors, l'autorité du sacré est progressivement remplacée par l'autorité d'un consensus tenu pour fondé à une époque donnée », *Théorie de l'agir communicationnel, Tome 2, Pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, Fayard, 1988, p. 88.

36 Habermas, « L'Espace public, 30 ans après », *Quaderni*, N°18 – Automne 1992, pp. 161-191.

37 Habermas, *L'espace public*, (avec une préface inédite de l'auteur), traduction de Marc B. de Launay, Payot, Paris, 1997.

38 Habermas, *L'espace public, op. cit.*, p. 241.

39 Habermas, « L'espace public 30 ans après », *op. cit.*, p.178.